

# Le devoir de haine

*Georges Labica*

« Hitler, c'est Clinton » (Mikis Theodorakis)

Après l'Irak, après la Yougoslavie, -des *après* qui sont en cours et dont le second ne saurait faire oublier le premier, les Etats-Unis d'Amérique sont à considérer comme l'ennemi principal des peuples de la planète et l'obstacle majeur à leur libre détermination. Il n'est plus temps de se livrer aux subtiles opérations comptables, nuanciant le négatif de l'hégémonisme par le positif de la sécurité, le cynisme des « frappes » par le moral de l'« humanitaire », ou le présent des agressions par le passé du débarquement. Les choses sont désormais claires aux yeux de chacun. Le discours du droit lui-même qui avait pour fonction de dissimuler, en les légitimant, les pratiques les plus arbitraires, autrement dit qui formait le noyau de l'idéologie dominante, est évincé, comme on arrache un manteau ou un masque, dont on n'a plus besoin. Le droit international, qui apportait au bon vieux droit du plus fort la caution d'un accord des nations, si trafiqué et mal ficelé qu'il ait été, était encore trop contraignant. On s'en dispensera. N'en déplaise aux moralistes, de bonne ou de mauvaise foi, il n'est ni enfreint, ni bafoué, il est tout simplement déposé. Le prince décide de se passer des services de son ministre. Le banquier reprend ses délégations de signature. La main (de fer) rejette son gant (de velours).

La superpuissance est assez sûre d'elle-même et de la veulerie de ses suppôts pour agir à sa guise. L'O.N.U. n'est décidément plus qu'un « machin », comme n'avait pas si mal dit l'autre. Son bon à tirer de la « tempête du désert », d'ail y a près de dix ans, n'est plus aujourd'hui jugé nécessaire. On pilonne tranquillement, avec son loyal petit complice britannique, tous les matins comme on va à la pêche, un coup ici sur une caserne (il en reste ?), un coup là sur une école, la mort de masse dûment programmée<sup>1</sup>. Et tout se déroule si bien, dans la satisfaction générale, qu'on ne voit pas de raison pour ne pas remettre ça sur Belgrade, sous le confortable chapeau de l'OTAN. L'enthousiasme des gouvernements de ladite « Alliance » pour la bonne cause est tel qu'ils en ont oublié de consulter leurs mandants. Partant, 900 millions de personnes, puisque les 19 se vantent de ce nombre, se trouvent engagés dans une guerre contre 8 millions, guerre qu'en bonne démocratie ils n'ont même pas trouvé utile de déclarer<sup>2</sup>. Avec ce que cela suppose de débours de toutes sortes, des avions et des chars aux vêtements et aux camps, crédits également non votés et dont il est à peine nécessaire de rendre compte. Le secret sacré des opérations militaires s'étend à leur financement, avec l'accord des contribuables, qui se montrent moins tolérants pour la Sécu ou l'aide aux chômeurs. Il est vrai que les moyens modernes de communication sont passés maîtres, depuis Timisoara et les exploits de la C.N.N, entre autres, dans le conditionnement des opinions aux plus massifs consensus, lesquels n'ont nul besoin de la garantie du droit. Pourtant, le « machin » n'était

---

<sup>1</sup> L'information, quand elle existe, se réduit, dans la presse, à un simple entrefilet, d'un espace inférieur, par exemple, à celui qui rapporte la condamnation de Clinton pour harcèlement sexuel (**Le Monde**, 31.07.99)

<sup>2</sup> Cf. la mise au point décisive de Joël Mekhantar, « Faut-il déchirer la Constitution ? », **Le Monde**, 30.03., et l'intervention, ici même dans ce livre, de Marcelo Kohén, « L'OTAN et la crise du Kosovo : le droit international déstabilisé ».

pas bien dangereux : une naissance postérieure à celles du F.M.I. et de la Banque mondiale (1944), chargées du vrai travail, et une Assemblée générale totalement soumise au club des anciens combattants du Conseil de sécurité. A noter que le modèle sera fidèlement reproduit au niveau des institutions européennes. Ce qui suffirait à disqualifier, à son tour, -disons-le en passant, le discours de la démocratie, associé à celui du droit, dans la légitimation idéologique.

Quant à l'OTAN, cette « force de maintien de la paix et de l'harmonie entre les nations », au dire de ses propres statuts, qu'elle ait été placée sous la coupe étatsunienne lors de sa fondation, il y a 50 ans, comme on vient de le célébrer à ... Washington, n'a rien de conjoncturel ni d'historique, c'est une vertu d'essence, défiant le temps et l'espace et, par conséquent toujours reconduite. On le constate quotidiennement au Kosovo, où les mini-puissances, en dépit de protestations d'intention (demain l'armée européenne !), ne cachent guère leur satisfaction de jouer, en supplétives, les mini-forces d'appoint. Si encore, malgré le déni du droit, il s'agissait de sauver le droit et de venir réellement en aide à des populations persécutées, ce ne serait que moindre mal, dont on pourrait s'accommoder. Las, il s'agit de l'Europe en personne qui assiste à sa propre mise en tutelle, pour ne pas dire à sa liquidation<sup>3</sup>. Les encouragements prodigués aux nationalismes, de plus en plus mini eux aussi, et les appuis qui leur sont fournis en sous-main, depuis le coup de la Slovénie, redevenue province de l'empire germanique, jusqu'au dépeçage de la Bosnie, aujourd'hui au Kosovo et demain, pourquoi pas ?, à la Krajina ou aux Albanais de Macédoine, ne semblent pas servir la grandiose construction bruxelloise. La superpuissance, au contraire, n'en est que plus super et voit son rôle de gardienne assuré pour longtemps, à 2 h., comme on dit, de Paris et de Londres, suivant la règle qui prévaut à Koweït et à Ryad, les vellétés d'auto-développement étant impitoyablement réprimées, qu'elles soient de Bagdad ou de Belgrade, sans oublier l'odeur de pétrole, là comme ici. C'est pourquoi le discours moral s'est peu à peu substitué au discours du droit. La défense des valeurs, de *nos* valeurs, comme on répète à l'envi en se gardant de les nommer, permet d'enterrer plus profondément les contradictions qui font, par exemple, qu'un musulman irakien pèse moins qu'un musulman kosovar, ou qu'un Serbe ne pèse rien du tout, fut-il réfugié, déporté ou victime de purification ethnique. Démoniser, sataniser l'adversaire devient indispensable, l'image d'Hitler décalquée sur Saddam ou Milosevic favorisant, dans le non-dit (à peine), le clin d'œil outragé vers la « Shoah ». L'exorcisme compense ainsi les inévitables bavures aériennes dues au fait qu'on continue, comme en 40-45, à bombarder de si haut que les objectifs en deviennent approximatifs, - au moins la vie des pilotes, qui ne sont ni Serbes, ni même Kosovars, est-elle préservée (Dieu soit loué, qui est américain, comme on sait depuis le Vietnam). Entre parenthèses, c'est là tout le problème posé par l'éventualité d'une intervention terrestre en Yougoslavie : on veut bien la mort des autres, ennemis ou victimes innocentes, mais pas des siens ; or, on a quelques raisons de penser que le Serbe ne ferait pas plus de cadeau aux croisés de l'Alliance que ses pères n'en avaient fait aux divisions nazies, sauf assurément (on y pense au Pentagone) si sa terre est réduite à un champ de ruines. Ce glissement éthique ne craint même pas l'incantation religieuse de loin préparée au rythme croissant des litanies d'excuses, de confessions et de demandes de pardon, qui ont franchi l'Atlantique, pour une braguette jusqu'à des paponneries, toute honte bue sur la nature des « crimes » invoqués, mais le plus bénin n'étant pas le moins devastateur.

---

<sup>3</sup> Bien relevé, en particulier par Denis Duclos, « Guerre contre les Serbes ou contre l'Europe ? », **Le Monde**, 22.04. L'hypothèse a été avancée selon laquelle « la guerre au Kosovo pourrait conduire à des ajustements budgétaires dans la zone euro », autrement dit le coût d'un conflit prolongé remettrait en question, pour certains pays « la ligne rouge des 3% de déficit fixé par le traité de Maastricht » ( cf. Laurence Caramel, **Le Monde**, 11.05).

Parallèlement, le discours du Père a éclipsé celui du droit : on ne bombarde plus, on *frappe* ; on ne tire plus, on *punit*. Et dire qu'on a interdit les châtiments corporels dans les écoles ! On se s'étonnera pas, à cette aune, que tombent dans la même trappe les autres rubriques juridiques, si sacralisées soient-elles ou aient-elles été, du genre Etat de droit, Droits de l'Homme, ou Droit des nations, la pudeur interdisant de seulement mentionner le droit des peuples. Les valeurs républicaines en prennent aussi un coup, *souveraineté, citoyenneté...*, mon cher souci. On ne s'offrira pas la facilité d'en faire la démonstration. Un mot toutefois sur le comportement de la France, du moins dans la personne de ses représentants autorisés et de ses caniches de garde, de droite *et* de gauche<sup>4</sup>, consensus oblige, car le « cher vieux pays » présente encore cette particularité d'en remettre une petite louche, en matière de verbalisme et d'hypocrisie. On fustige le(s) dictateur(s), bien sûr, à qui on refuse hardiment le titre de président(s) (en principe aussi démocratiquement élu(s) que n'importe quel autre), avec des superlatifs horribles qui qualifient ses crimes innommables. On dresse *la démocratie contre la barbarie* (sic), les valeurs de l'Occident contre celles de l'Orient, orthodoxe et (toujours) communiste. On se prévaut de l'humanitaire, qui serait le but de la guerre, quand il est clair qu'il n'a en rien été préparé et qu'il n'est que l'alibi (si peu) du militaire. Que dire du pet de lapin (qualifié de « victoire diplomatique ») de l'appel à l'O.N.U., dont il ne reste pas trace dans le document définissant « le nouveau concept stratégique » de l'OTAN ? Ajoutons, autre trait de particularité au sein de la particularité franchouillarde, le côté va-t-en-guerre et fleur-au-fusil de nos bons socialistes, directement hérité de la Seconde Internationale et si copieusement arboré à chaque occasion, -le Vietnam, l'Algérie, les Malouines. On célèbre enfin le triomphe du droit d'ingérence. Tiens, retour au droit ? Par bonheur, celui-là, ne parvient pas à cacher qu'il se confond avec celui du plus fort. Imagine-t-on Milosevic, ou Rugova, prenant la tête d'une alliance pour voler au secours d'A cuncolta nazionalista, « canal historique » évidemment ? Ou, plus sérieusement, un Blair(eau) levant le glaive de justice en faveur des insurgés du Timor oriental ? Certains optimistes peuvent même se convaincre que ce n'est qu'un début et que bientôt on verra les beaux chevaliers blancs tous unis annoncer le Royaume. Sans doute le passé n'est-il guère avenant, le lointain du génocide indien, à cette heure le seul véritablement accompli, et par le frappeur en chef, ou le proche du massacre des Tchéchènes, sous les yeux impavides de la « communauté des nations ». Mais comment être sûrs que l'avenir ne va pas, dans la foulée en quelque sorte, programmer la solidarité la plus active, i.e. combattante, avec les Kurdes, -au moment où le gouvernement « allié » d'Ankara se démène pour accueillir les Kosovars ? Ou exiger, par la force, s'il le faut, l'application des résolutions et des traités reconnaissant les droits du peuple palestinien, au moment où l'attention mondiale ne fait même plus semblant de se détourner de la purification ethnique pratiquée, à sa manière, par le très occidental gouvernement israélien étendant, jour après jour, ses colonies de peuplement ? Aura-t-on la cruauté de rappeler qu'Israël joue un rôle à la Milosevic depuis 1948 et que sept cent mille Palestiniens attendent de rentrer chez eux, tandis qu'on offre à quelques Kosovars l'asile d'un kibboutz, dont on a soigneusement effacé toute trace de ses

---

<sup>4</sup> Un des effets de la guerre a consisté à perturber la répartition habituelle des intellectuels, mis à part les larbins médiatisés, et à provoquer une redistribution réservant quelques surprises. Tel que l'on s'attendait à trouver dans un camp se rencontrait dans un autre. Telle publication exposait son incapacité à prendre position, à cause de divergences internes. C'est ainsi qu'après des noyaux durs de « pour » et de « contre » se constitua un marais d'attitudes intermédiaires passablement contradictoires. La sociologie de ce phénomène, qui a sans doute excédé les frontières de l'hexagone (cf. « La valse-hésitation des intellectuels étrangers sur le Kosovo », **Le Monde**, 08.05), reste à élaborer. Mais les lynchages médiatiques ont infligé la preuve qu'il existait bien un garde à vous de la pensée dominante, celui de Régis Debray, en France, et celui de Peter Handke en terres germaniques.

origines palestiniennes<sup>5</sup>, -sur le modèle d'un Clinton qui avait pensé, lui, à concéder à Guantanamo un bout de terre volé à Cuba ?<sup>6</sup>

A quel degré de crédulité ou d'ignorance faut-il être tombé pour gober que la guerre contre la Serbie n'obéirait à d'autres motifs que moraux, ainsi que l'affirment en chœur nos chefs d'Etat,- les Clinton, Blair, Chirac ou Havel, qui, lui, se sent carrément albanais<sup>7</sup> ? Tout montre, au contraire, que l'agression, qui relève de la punition collective, avait été dûment préparée dès avant Rambouillet, qui ne fut en rien une négociation, mais bien un ultimatum, en réalité un piège, inacceptable par aucun chef de gouvernement. La mainmise des E.U. sur l'OTAN, de l'élargissement imposé, contre l'avis des Européens, à la Pologne, à la Hongrie et à la Tchéquie, jusqu'aux décisions, toutes unilatérales, d'intensifier les bombardements, est clairement stratégique. Le Grand Arbitre, qui est le Grand Frappeur, se prépare à jouer le rôle du Grand Parrain assurant son protectorat sur des Balkans revenus à leur état de division de jadis, un œil sur la Russie, en dépit de sa débâcle, l'autre sur l'Allemagne, seul prétendant sérieux à quelque hégémonie. L'excellent Zbigniew Brzezinski mange le morceau, qui justifie son appel à « la guerre totale contre Milosevic » en déclarant : « l'enjeu dépasse le simple cas du Kosovo. Un échec de l'OTAN signifierait tout à la fois la fin de la crédibilité de l'Alliance et l'amointrissement du leadership mondial américain » (**Le Monde** du 17.05). « Leadership mondial », telle est la vérité qui se tient sous les discours du droit ou de la démocratie modèle. L'effondrement du « camp socialiste » qui, cahin-caha, imposait quelque retenue, en vient à briser l'équilibre même de la terreur, rendant la terreur possible.

Sous les discours de légitimation, qu'il s'agisse de l'invocation de l'humanitaire ou de la démocratie, il ne saurait faire de doute que la guerre volontairement provoquée contre la Yougoslavie obéit à des objectifs stratégiques : maintenir l'Otan sous le strict commandement E.U.<sup>8</sup>; garder les Européens comme vassaux et contrer l'Europe en construction, en relayant l'attaque du dollar contre l'euro ; s'assurer le contrôle sur les Balkans et, partant, sur les Etats du Sud de la Russie, en tenant cette dernière sous surveillance. La *pax americana*, en cette région du monde comme ailleurs (Proche-Orient), garde les yeux fixés notamment sur les ressources pétrolières<sup>9</sup>. Elle ne prépare pas seulement les conflits à venir, dont ces régions sont notoirement porteuses, elle a déjà établi les prémisses d'une troisième guerre mondiale, froide à nouveau pour le moment, ainsi que l'ont attestées la volonté de mise à l'écart de la Russie et la provocation contre l'Ambassade chinoise à Belgrade, prétendument victime d'un « dégât collatéral ». Quant à la guerre, actuellement déclarée terminée, elle n'a résolu aucun des problèmes, sous le prétexte desquels elle avait été engagée, qu'il s'agisse du maintien de Milošević au pouvoir, des norias des réfugiés, Serbes après Albanais, du statut du Kosovo, sans parler de ceux de

<sup>5</sup> Cf. Edward Saïd, « Forced to accept false logic », **Al-Ahram**, 29.04/05.05

<sup>6</sup> Dans la stricte logique de la précellence de la morale, un éditeur ne craint pas d'avancer, il est vrai dans la dénégation : « Nul ne revendiquera évidemment que l'on bombardât Ankara ou Tel-Aviv » (Ch. Picquet, « Le droit des plus forts », **Rouge**, 01.07).

<sup>7</sup> « Moi aussi je me sens Albanais », **Le Monde**, 29.04. Alors que le Vatican, quant à lui, ne se prononce pas sur le caractère moral et semble même penser, selon X. Ternisien (**Le Monde**, 27. 05), que « les possibilités de solution politique n'ont pas été suffisamment explorées ».

<sup>8</sup> « Ce qui n'est plus une affaire de foi, - écrit Norman Birnbaum, c'est l'idée que l'OTAN soit une alliance d'égaux. Le commandement militaire et politique n'est pas principalement américain, il l'est exclusivement » (« De Pristina à Pékin », **Le Monde**, 17. 06).

<sup>9</sup> Celles de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan ; le Turkménistan est très riche en gaz naturel; le Tadjikistan renferme les plus grandes réserves d'argent, l'Ouzbékistan d'or. A noter qu'au grand dam des Russes, les EU. sont actuellement le principal partenaire militaire de ce dernier pays, qui se caractérise, en outre, comme le Daghestan, par un exceptionnel renouveau de l'islam. Les pays riverains de la Caspienne sont déjà soumis aux E.U. et à l'OTAN, en tant que membres du « Partnership for Peace ». Où et quand le prochain conflit « localisé » ?

l'Albanie, de la Macédoine et du Monténégro, alors qu'on prévoit un protectorat d'une ou deux dizaines d'années. Au contraire, cette guerre, plus que toute autre s'il se peut, accuse les traits de cynisme déjà à l'œuvre dans les « frappes » sur l'Irak, puisqu'à la classique expérimentation d'armes nouvelles, -bombes à l'uranium appauvri, cette fois, dont on ignore les durables effets sur l'environnement et la santé<sup>10</sup> ou bombes à fragmentation et engins au graphite, qui enrichissent les fournisseurs, et à la destruction d'infrastructures qui va faire régresser un pays de quelques décennies et amputer son P.N.B. de 40%<sup>11</sup>, s'ajoutent la comptabilité ignoble du « 0 à 5000 »<sup>12</sup>, qui ne prend évidemment pas en compte le pêcheur de Chioggia, première victime « neutre » d'une tactique qui s'enorgueillit d'épargner avant tout les militaires<sup>13</sup>. Et que penser de la division du travail qui impose à la seule Europe le coût d'une reconstruction mobilisant certes les appétits industriels et financiers, mais au détriment des contribuables ? Encore notera-t-on que sont exclus du nombre des victimes les dizaines de milliers de travailleurs jetés au chômage par l'anéantissement de leurs usines et entreprises, ainsi qu'une population privée de ses moyens d'existence essentiels<sup>14</sup>. Les bombardements n'ont réussi qu'à laisser carte blanche aux groupes paramilitaires serbes particulièrement pour l'épuration ethnique des Kosovars et à l'U.C.K. pour ses exactions<sup>15</sup>. Qui contestera sérieusement, d'autre part, qu'au Kosovo, comme ailleurs dans des circonstances analogues, les tapis de bombes n'aient contribué à des exodes massifs. Massifs mais hélas non exceptionnels : un million de personnes avaient fui l'Azerbaïdjan, deux millions et demi avaient quitté l'Afghanistan pour l'Iran. Le comble, atteint par les mensonges médiatiques qui ont abaissé l'information au niveau des communiqués de propagande, a consisté, en dépit de quelques dénégations superficielles et tardives (*post festum*, si l'on ose ainsi dire), à désigner comme coupable le peuple serbe tout entier et à le mettre au ban de l'humanité<sup>16</sup>. Hélas encore, comme aux

<sup>10</sup> Cf. Christine Abdelkrim-Delanne, « Ces armes si peu conventionnelles », in **Le Monde diplomatique** de juin 1999 ; il semble que la France soit également impliquée dans la fabrication de ce type de munitions (ibid).

<sup>11</sup> Selon le « Groupe des 17 », un groupe d'économistes serbes indépendants, le 23.06 (la presse).

<sup>12</sup> Proclamé par la presse U.S., sur le modèle du foot ; cf. également la vignette de Leiter « Commémoration » représentant une dalle militaire surmontée d'un drapeau et portant l'inscription « Au zéro mort » (**Le Monde**, 29.06)

<sup>13</sup> Toute activité a été arrêtée dans ce petit port, depuis la mort de l'un des siens, tué par l'explosion d'un des 2.000 engins jetés à la mer par les pilotes de l'OTAN retour de mission, lesdits engins non utilisés étant considérés comme dangereux pour les bases. Cette information qui a fait l'objet d'un reportage sur la 5<sup>ème</sup> chaîne de télévision, n'a pas connu les honneurs des grands médias.

<sup>14</sup> Cf. Michael Conachy, « Potential environment catastrophe in Balkans », qui dresse un véritable réquisitoire (Regional Environment Center for Central and Eastern Europe ; <http://www.rec.org:REC/Announcements:yugo:contents.html> ; 14.07.99) ; et Mike Head and Michael Conachy, « Humanitarian disaster in Yugoslavia » (Red Cross Reports- Serbian Crisis Far Bigger than in Kosovo. WSWS, 22.07.99).

<sup>15</sup> Sur l'U.C.K. cf., entre autres, Pol de Vos, « Comment l'Allemagne a soutenu l'U.C.K », **Solidaire**, n°21, 26.05. Oskar Lafontaine a été un des premiers à dénoncer la « *Kleinstaaterei* » qui se fondait sur « des différences ethniques » et que l'Allemagne a imposée à ses partenaires (**Tribune libre**, 07.05.99). Voir également Jan Oberg, « Some ethical aspects of NATO's intervention in Kosovo » (On <http://www.transnational.org> from July 15,1999, Pressinfo # 73). Paraissent bien naïfs ou bien mal informés ceux qui se sont empressés d'apporter leur soutien, jusqu'à exiger des livraisons d'armes et une reconnaissance *de jure*, à un mouvement dont le statut et les finalités sont loin d'être clairs.

<sup>16</sup> Le quotidien **Le Monde**, qui assurait le 29.04 que « La guerre de la France » était menée « contre le régime d'un homme, Slobodan Milosevic », dénonçait, un mois après (« A Belgrade comme à Bagdad ? », 02.06), l'affirmation mensongère des dirigeants occidentaux, « celle qui voudrait nous faire croire que l'OTAN fait la guerre à un régime et non pas à une population » et s'indignait que l'on puisse « appliquer à Belgrade l'inadmissible tactique vainement utilisée à Bagdad », déclarant : « ces bombardements-là ne sont pas seulement immoraux, ils sont

temps des nazis. Alors que le courage exceptionnel dont il a fait preuve durant les onze semaines de feu qui se sont abattues sur lui auraient dû lui valoir les manifestations de solidarité les plus résolues. Derrière tout cela, une politique que l'on peut qualifier de *l'éclatement ethnique* et qui honore les vingt siècles de métissage à peu près gagnés par l'humanité. Elle revient à établir la simplissime équation : une ethnique = un Etat. Elle a déjà fait florès au Liban, divisé en cinq provinces. On y travaille pour l'Irak, dont la décomposition en kurdes, chiites et sunnites rendrait bien des services. On y pense pour la Syrie, avec ses communautés alaouite chiite, sunnite d'Alep, sunnite de Damas, et Druze<sup>17</sup>. Imaginons une France mitosée en Bretons, Basques, Corses, Alsaciens, Occitans, etc. Ceux qui se félicitent du coup porté par l'ingérence humanitaire aux souverainetés nationales feraient bien d'y regarder à deux fois. Face aux nationalismes, ou aux religions, souvent associés, qui prennent appui sur l'ethnisation des Etats, la nation et l'Etat-nation demeurent, qu'on le déplore ou non, jusqu'à nouvel ordre, les uniques remparts politiques contre les totalitarismes d'Empire, où peut se manifester la volonté démocratique des citoyens.

Mais il ne s'agit pas seulement du domaine militaro-stratégique, qu'il soit d'Europe, du Proche-Orient ou d'ailleurs. La malfaisance étatsunienne étend sa pieuvre à tous les champs sans aucune exception. De fort savants ouvrages l'établissent sans contestation possible, pour ne rien dire du roman, de Jack London et Upton Sinclair à Tristan Egolf<sup>18</sup>. Mais contentons-nous de nouvelles empruntées à l'actualité. Prenons, presque au hasard, - car son souci d'objectivité et d'information en dresse le procès mensuel, le **Monde diplomatique**, juste d'avant les « frappes ». Pour la seule livraison de mars dernier, et sans être exhaustif, on trouve : - un examen de la menace que fait peser sur l'économie mondiale la possibilité d'un krach aux E.U. (I. Ramonet, p.1) ; - l'aveu du dernier forum de Davos : « donner un visage humain à la mondialisation » (p.2) ; - l'administration Clinton aurait joué un rôle dans l'éviction du frère du roi Hussein, le prince Hassan, en faveur de son fils Abdallah, pour son hostilité envers les Palestiniens, la Jordanie demeurant un pivot pour la région, et le Congrès étant pressé de lui voter les 300 millions de dollars d'aide exceptionnelle prévus par les accords de Wye Plantation (p.4) ; - Washington aurait influé sur le tournant de *real politik* pris par l'Afrique du Sud, apportant son soutien au régime de Kabila (Hein Marais, p.11) ; - un rappel de l'appui apporté aux Khmers rouges par les E.U., qui, en 1980, s'emploient à « financer la reconstitution de l'armée de Pol Pot » (p.14) ; - aide toujours sans faille à Eltsine, dans une « Russie au bord de l'abîme », le « diktat américain » imposant son propre modèle par le canal du F.M.I. (F. C. Clarimont, p.18-19) ; - « recolonisation programmée au Brésil », par le F.M.I., Wall Street tentant de mettre la main sur la politique monétaire des pays d'Amérique latine (M. Chossudovski, p. 20) ; - « espionnage électronique de la planète » par la National Security Agency (NSA) et « ses grandes oreilles » (Ph. Rivière, p.21) ; - le réseau Internet, malgré ses multiples qualités tend moins à servir la démocratie dans le monde qu'à « conforter la domination des E.U. », domination par la pensée et pas seulement par l'économie, grâce au contrôle des grands moyens de communication (L. Sfez, p.22) ; - les politiques de financement, aux E.U., des recherches sur les cellules embryonnaires humaines laissent prévoir la « marchandisation du vivant » et des « biotechnologies à l'usage des riches » (p. 29) ; - le dirigeant du P.K.K., Abdullah Öcalan, « objet d'une véritable chasse à l'homme, a été victime d'un « complot » turco-américano-israélien » (K. Nezan, p. 32). A noter que ce n° de mars n'est nullement l'un des plus « anti-américains ». On s'en fera une idée, en parcourant le suivant, celui d'avril.

---

improductifs. Ils resteront comme la marque d'un choix stratégique absurde ».

<sup>17</sup> Sur ce point et sur nombre d'autres, on se reportera au remarquable travail de Richard Labévière, **Les dollars de la terreur, Les Etats-Unis et les islamistes**, Paris, Grasset, 1999.

<sup>18</sup> **Le seigneur des porcheries**, Gallimard/NRF, 1998.

Faut-il rappeler que la violence apparaît comme coextensive à l'histoire, brève il est vrai, des E.U., exemplifiée par ces hauts faits que sont le génocide indien, déjà évoqué, la politique du *big stick* et Hiroshima ? Les servitudes de la puissance ? Toujours est-il que l'hégémonisme actuel s'inscrit dans la plus cohérente tradition de Big Brother. Il est hors de question de dresser des listes, elles seraient trop étendues. Mais on peut avancer qu'il n'est pas un seul régime sur la planète, du réactionnaire au dictatorial et au sanguinaire, auquel les E.U. n'ont pas apporté leur soutien, quand ils ne l'ont pas créé : de l'éventail des droites européennes de bon aloi à l'organisation de coups d'Etat anti-populaires, de Marcos à Amin Dada, de Stroesner à Suharto, des Tontons macoutes aux Khmers rouges, des escadrons de la mort aux réseaux du Gladio, des « étudiants en religion » aux « contras », des militaires argentins, brésiliens ou grecs, aux tyrans africains et aux satrapes asiatiques. Chaque fois que les interventions directes ont paru nécessaires, les « marines » y ont eu recours sans ménagement pour les populations civiles, et, de préférence, contre les Etats les plus faibles, Panama, Grenade, Nicaragua, pour ne citer que quelques voisins<sup>19</sup>. Aujourd'hui, c'est significativement l'islamisme sous ses formes les plus radicales qui fait l'objet de soins privilégiés. En Afghanistan, où les E.U., pressés de rendre à l'U.R.S.S. la monnaie du Vietnam, étaient intervenus plusieurs mois avant les troupes soviétiques, la création des « Afghans » devait faire merveille bien au-delà de leur territoire, en particulier en Algérie, avec le F.I.S. et le G.I.A., également soutenus par Washington. Il en est allé de même pour les Talibans actuels, dont le régime n'a été reconnu que par les « alliés » les plus fidèles, -Arabie saoudite, Pakistan et Emirats, et qui, entre autres exploits, bénéficient largement des dividendes de l'opium dont leur pays est devenu un des principaux producteurs. Dès 1956, la C.I.A. avait « aidé » les Frères musulmans égyptiens et, depuis, des avant-postes islamistes ne cessent d'être installés, en Bosnie, toujours avec les « Afghans », en Tchétchénie, en Albanie, aux Philippines, à Madagascar et même, semble-t-il, en Afrique du Sud et au Brésil. Oussama ibn Laden, « le banquier de la Jihad », devenu récemment l'homme de tous les complots anti-U.S., est un ancien de la C.I.A., comme Noriega et tant d'autres. Cette stratégie fait bon ménage avec l'appui, absolument inconditionnel celui-là, accordé à Israël, dont on sait à quelles manipulations s'est livré cet Etat avec le Hamas palestinien et dont on connaît les liens avec l'Iran et la Turquie. Aussi ne peut-on être surpris qu'à l'image de son maître, Israël ait lancé, contre le Liban, au lendemain de l'arrêt des « frappes » sur la Yougoslavie, « sa plus vaste offensive aérienne depuis trois ans », comme l'a rapporté la presse (26.06).

En bref, l'Empire a trois casquettes. La première est celle du conseil en démocratie et en droits de l'Homme, qui autorise, par exemple, le Congrès américain à critiquer l'« érosion » (sic) de l'état de droit au Pérou<sup>20</sup>, cependant que le Président, auto-promu au rôle de Grand Sachem, multiplie ses arbitrages, de la Palestine à l'Irlande ou à la Bosnie. Il est notoire que les conseils financiers et économiques, bien moins nobles, forment souvent la garantie des précédents. La seconde est celle du maître d'école qui consiste à distribuer les bons et mauvais points, en classant les élèves et en montrant du doigt ceux qui ont démérité. La liste des « *rogue states* » énumère, depuis 1993, l'Iran, l'Irak, la Corée du Nord, la Lybie, la Syrie, le Soudan, sans oublier Cuba et désormais la Serbie. Elle vient d'être accompagnée d'une « *watch list* », liste d'attente en effet, pour laquelle les candidats ne manquent pas. La sanction morale contre ces Etats-crapules (N.B. gouvernements et peuples indissociés) ne suffisant pas par elle-même, on la traduira par quelques lois, -Helms-Burton ou d'Amato-Kennedy, qui entendent faire obligation aux « bons » (Etats) d'ostraciser les « mauvais ». « Plus de soixante quinze pays, à savoir les deux tiers de la

<sup>19</sup> Sur cette ingérence qui sélectionne les « petits », cf. le démontage roboratif d'Alain Badiou, « La Sainte-Alliance et ses serviteurs », **Le Monde**, 20.05. On peut supposer que les choses se seraient déroulées tout autrement si, comme le bruit en a couru, la Yougoslavie s'était associée à la fédération Russie-Bélarusse.

<sup>20</sup> Cf. **Le Monde**, 04-05/07.

population mondiale, sont aujourd'hui affectés par des sanctions économiques issues de décisions américaines. Utilisées plus d'une centaine de fois depuis 1945, dont soixante et une fois depuis l'arrivée de William Clinton à la Maison Blanche... »<sup>21</sup>. On dispose même d'un Tribunal qui juge les coupables de crimes contre l'humanité, après cependant les avoir sélectionnés : « le geste de Louise Arbour aurait eu beaucoup plus de poids si elle avait inculpé en même temps [que Milosevic] Franjo Tudjman... », déclare un opposant serbe au **Figaro** (29-30.05)<sup>22</sup>. La troisième casquette est celle du gendarme qui prend le relais du maître d'école, lorsque celui-ci n'est plus obéi. La gamme des punitions va des réductions de crédits ou des refus de report de la dette, qui aggravent le chômage structurel et les inégalités, au blocus, qui tue pacifiquement, comme dans le cas de l'Irak, des centaines de milliers d'enfants, et aux « frappes » franches et ouvertes, dont la Yougoslavie est la dernière illustration, avec plus de 1000 avions engagés et plus de 33.000 sorties qui ont occasionné, en moins de trois mois, davantage de dégâts que durant toute la dernière guerre mondiale. L'actuelle réactivation de l'OTAN, dix ans après la chute du mur de Berlin, relativise considérablement les motivations anticommunistes et leurs considérants moraux qui prétendaient couvrir les croisades de la guerre froide. Une dernière casquette, celle de proxénète, est peut-être utile afin de ne pas oublier que les E.U., en vertu de la dialectique souteneur/soutenu, s'entendent fort bien pour faire payer les autres, qu'il s'agisse des ardoises militaires (Golfe et Yougoslavie) ou du poids de leur monstrueuse dette. Dans la solitude qui est désormais la sienne, le roi est plus nu que jamais. Quant aux haillons de la Religion, puisque le dollar lui-même est un fidèle (*In God We Trust*), de la Démocratie, des Droits de l'Homme, de l'Etat de Droit, ou du Droit International, s'il s'en pare parfois encore, il s'en dépouille sans scrupules, nous l'avons vu, chaque fois qu'ils cessent de rendre les services attendus du « leadership mondial ». Aucune manipulation n'est a priori exclue, qu'il s'agisse de l'ethnicisation, des divers extrémismes et même des sectes<sup>23</sup>, mais également des mixages du crime, de la drogue et de l'affairisme, dont les Talibans encore sont le plus récent et le plus probant exemple. On banalise le fait que le Congrès puisse voter des crédits spéciaux en faveur des oppositions à Saddam Hussein et à Milosevic : que penserait-on de l'inverse ? Après tout, comme l'affirme ce connaisseur qu'est Henry Kissinger : « le comportement des Etats est déterminé par des intérêts et non par le droit »<sup>24</sup>. On ne voit pas pourquoi les E.U. feraient exception. Le Président W. Clinton le confirme clairement et solennellement à l'occasion du 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'O.M.C., le 18 mai 1998 à Genève: « Pour ma part, je suis résolu à adopter une stratégie vigoureuse d'ouverture des marchés dans toutes les régions du monde ». Bagdad et Belgrade, en plein dans le programme, et juste avant quelques ultimes retardataires, viennent d'être les heureux bénéficiaires de cette vigueur<sup>25</sup>. C'est que l'hégémonisme découle en droite ligne de la mondialisation et réciproquement, laquelle mondialisation est « un fait, non un choix », ainsi que l'assure le même W. Clinton (ibid.). Dont les effets

<sup>21</sup> Labévière, ouvr. cit., p.214.

<sup>22</sup> N. Birnbaum, de son côté, note : « le Département d'Etat approuve l'inculpation de Milosevic mais refuse toute assistance au juge Garzon dans l'affaire Pinochet » (art. cit. *supra*). On n'oubliera pas que la première présidente dudit tribunal, Gabrielle Kirk Mc Donald, était une juge fédérale du Texas, ni que Madeleine Albright a été surnommée par les siens « Mother of the Tribunal ».

<sup>23</sup> Cf. art. de X. Ternisien, « Washington au secours des sectes », **Le Monde**, 29.06.

<sup>24</sup> *Noord- Zuid Cahier* (Belgique), Interventies, mars 1992, p.34, cité par Michel Collon, dont on ne saurait trop recommander le **Poker menteur**, Anvers, EPO, 1998 (p.48).

<sup>25</sup> Il faut impérativement rappeler que l'ultimatum de Rambouillet stipulait (ch.4a, art.1) : « l'économie du Kosovo sera régie par les principes du marché libre ». A rapprocher de la déclaration de T. Blair : « Ce qu'il faut, c'est un nouveau plan Marshall pour le Kosovo, la Macédoine, l'Albanie et même la Serbie, si elle devient une démocratie » (cité par Babette Stern, « La guerre économique de l'OTAN contre la Yougoslavie », **Le Monde**, 22.05 ; souligné par moi,- G.L.)

s'étendent bien au-delà de l'économique, du financier, du militaire et du géopolitique, tant il est vrai que Big Brother ne peut rien tolérer en dehors de la *novlangue*.

C'est pourquoi de nouvelles listes tout aussi impressionnantes pourraient être constituées avant tout dans le domaine des moyens de communication ou de la « révolution informationnelle », comme on dit savamment, qui exerce un maillage de plus en plus serré non pas seulement des nouvelles, filtrées et fliquées, mais également des consciences, calibrées à l'adhésion au « nouvel ordre mondial »<sup>26</sup>. Le domaine des mœurs est lui-même objet de nivellement progressif et celui, bien sûr, de la culture, du McDo aux jeans, de la bouffe aux fripes, des images, -télé-ciné, aux sons et aux mots, l'américain s'étant substitué à l'anglais, afin d'assurer l'impérialisme de la langue de l'impérialisme. On notera qu'en tous ces domaines s'observe, des E.U. à l'Europe et ailleurs, l'effet-retard, plus connu sous le nom de « défi américain » : des spéculations boursières aux modes musicales, aux styles de délinquance et à la criminalisation de la misère, qui voit la multiplication des prisons, entre autres mimétismes, nos vieilles démocraties adoptent de plus en plus rapidement les « modèles » venus d'« Amérique ». D'une semblable domination, deux traits paraissent se dégager. Le premier, en prenant le terme de culture, même sous son acception la plus large, amène à découvrir un phénomène sans précédent dans l'histoire, celui précisément d'une culture qui n'en est pas une, qui est une infra-culture, proprement déculturante pour le reste de l'humanité. On se gardera de la nommer « barbarie », car cette facilité suggérant une régression n'est pas de mise, ladite culture étant parfaitement moderne, et même, si l'on veut, post-moderne, i.e. adéquate à la mondialisation en cours. A l'instar du service militaire d'autrefois dans notre bon vieux pays, le commun dénominateur ainsi imposé arase au plus abaissé, sous la ceinture. Ce qui suffirait à montrer l'incapacité de ladite mondialisation à se présenter sous la figure de quelque universel que ce soit. Coca-cola en est l'éponyme, qui ne connaît d'autres frontières que ses propres profits, - le degré zéro du sens préfigurant assurément la fin de l'histoire. Le second trait concerne ce que l'on aurait jadis qualifié d'effacement ou de perte de l'esprit critique, au vrai un moindre mal en face de la complète porosité qui, chez les plus jeunes en particulier, assure l'intériorisation fascinée de toutes les aliénations produites par l'*american way of life*. A chacun, individu, groupe ou pays, toute classe, toute race, toute trace abolies, ses MacDo, ses *winner*s, ses *golden boys*, ses *managements* et- autres *looks* : ce triomphe-là, qui se moque des points cardinaux, car il les entraîne tous, est incomparablement supérieur à celui des armes. L'agression exogène se fait invisible. La place a cédé de l'intérieur.

Il ne m'échappe nullement qu'un tel discours sera taxé d'anti-américanisme, *primaire* cela va de soi, et, partant, invalidé *ipso facto* à l'énoncé de ce seul qualificatif. C'est bien ce qui s'est passé durant « l'affaire du Kosovo », les médias à la botte ayant flairé dès le départ le soupçon et s'employant à le désamorcer. Sans doute pressentaient-ils le réflexe d'une opinion point encore anesthésiée et savaient-ils que *privatim*, mais pas toujours, les hommes/femmes du pouvoir, jusqu'aux atlantistes et même dans les rangs de la « gauche plurielle », ne se privaient pas de casser du sucre sur le dos de l'ami américain. Contre toute évidence, les contre-feux invoquaient l'initiative européenne, singulièrement franco-britannique, qui aurait convaincu les E.U. d'intervenir, en l'absence d'une force militaire adéquate, et, surtout, le magnifique consensus sur la défense des valeurs, enfin substituées aux intérêts sordides des conflits traditionnels<sup>27</sup>. Sur une telle base, point n'était

---

<sup>26</sup> Cette expression du Président Georges Bush avait déjà, comme on le sait, été employée par le Führer.

<sup>27</sup> Nos thuriféraires gagneraient à considérer le jugement de Walter J. Rockler, ancien procureur du Tribunal de Nuremberg pour les crimes de guerre : « Alors que les bombes, « intelligentes » ou stupides, s'abattent sans discontinuer sur les Serbes, les Monténégrins et parfois les Albanais, et sur les ponts, les systèmes hydrauliques, les centrales électriques et les usines, et sur les trains,

besoin d'argumenter contre les anti-américanistes et moins encore de les réfuter. Le procès d'intention, qui se dispensait même de les nommer, suffisait. M. Th. Ferenczi, du **Monde** (09.06), a fourni de cette attitude, une illustration exemplaire. Dénonçant « les impasses de l'antiaméricanisme », en suivant M. P. Bruckner, qui fut son prédécesseur en la matière dans le même journal, et rendant compte d'un colloque sorbonicole sur la question, ne juge pas nécessaire d'aller au-delà des clichés les plus éculés sur une prétendue obsession de la gauche intellectuelle française, ringarde évidemment. Las, par une étonnante coïncidence, la même livraison, sous la plume de M. D. Dhombres, rend compte d'un n° de **The Economist**, le « très libéral hebdomadaire britannique », établissant, sur preuves, quant à lui, que « les Français ont adopté dans bien des aspects de leur vie économique, sociale et culturelle les moeurs américaines. Ils n'aiment pas qu'on le leur dise ». A quelques jours de là (le 22.06), M. F. Bobin reproduit la démarche en qualifiant de « Paranoïa chinoise » l'attitude certes antiaméricaine de Pékin, à la suite du bombardement de son ambassade à Belgrade<sup>28</sup>. Il faut incontestablement être fou pour s'en prendre aux E.U.. Cela ne se discute pas, cela se soigne.

Le mot d'antiaméricanisme toutefois n'est utilisé que par ceux qui le dénoncent. Le terme propre pour signifier l'attitude qu'il connote est celui d'*anti-impérialisme*. Lequel tombera sous le coup du même opprobre. Qualifié également de *primaire*, il servira de repoussoir, aussi bien de la part des ralliés à la pensée unique que de ceux qui persistent à se réclamer d'un communisme, en *mutation* évidemment. Or, à nouveau, on aura l'indignation tartufesque, point le débat Il est vrai qu'impérialisme renvoie à léninisme, cet innommable, et que nous ne sommes plus dans les années vingt. Il faut voir de plus près. Si l'on écarte le sens faible d'extension de puissance ou de souveraineté, convenable pour la colonisation, on trouve déjà chez Hobson l'idée d'un stade particulier du capitalisme qui se caractérise, pour le dire vite, par la constitution d'un système économique mondial, fondé sur les oligopoles, donc l'échange inégal, la mobilité des capitaux et la prééminence du capital financier/bancaire sur le capital industriel. Le sous-développement en est la conséquence et l'internationalisme l'unique réplique possible pour les luttes des dominés. Que l'analyse depuis se soit affinée, concernant le rôle des Etats, le contrôle de la production, le service de la dette, l'imposition de politiques économiques ou les nouvelles formes de concurrence tendrait plutôt à vérifier les tendances lourdes. Depuis la disparition des deux blocs, ou « camps », le phénomène de mondialisation s'est considérablement étendu et, grâce notamment aux nouvelles technologies, ne laisse rien hors de son emprise. L'hégémonie des E.U., déjà patente dès la seconde guerre mondiale, n'a fait que se conforter et s'absolutiser, au point qu'on serait tenté de reprendre à son sujet le vocable créé par Karl Kautsky, dès 1914, d'*ultra-impérialisme*, n'était que Kautsky, - à ce titre justement critiqué par Lénine, envisageait une union des capitalistes susceptible d'assurer la paix mondiale, - dont nous sommes fort éloignés. La planète se soumet ainsi à un nouveau Parrain, après quelques autres, -espagnol, français, anglais, mais d'une envergure

---

les camions et les maisons, la croisade imperturbable en faveur de « l'humanitaire » va bon train, sous les applaudissements de journalistes et d'universitaires complices. Pour paraphraser l'historien romain Tacite, nous nous activons à créer un désert que l'on pourra ensuite appeler paix. Pour les Etats-Unis, sous l'appellation d'emprunt OTAN, la planification et le déclenchement de cette guerre par le Président témoignent d'une ignorance et d'un mépris accrus des autorités à l'égard des règles constitutionnelles en matière de guerre...Les E.U. ont renoncé à toute prétention à la légalité et la décence internationales, et se sont lancés à corps perdu sur la voie d'un impérialisme brutal (« U.S. Agression », internet, [htt : : www.zmag. org/ agression. htm](http://www.zmag.org/agression.htm), du 21 mai).

<sup>28</sup> Le Président Badinter n'est pas en reste qui, invité sur France-Inter, le 25.06, à propos des tribunaux internationaux, répond à un auditeur évoquant les noms de Suharto et de Tudjman comme symboliques de la politique dite « deux poids, deux mesures » : « je ne suis pas sûr que « deux poids, deux mesures » ne détermine pas votre question, mais je vais quand même répondre... ».

toute différente, puisque, pour la première fois, sa survie elle-même en est menacée. Ce qui ne signifie nullement, faut-il le préciser ? : 1. Que les rivalités, c'est à dire les contradictions, inter-impérialistes aient disparues. D'être elles-mêmes en position dominées, ne les empêche pas de se manifester et parfois de façon brutale, encore que les affrontements militaires, désormais réduits aux conflits de « basse intensité », aient laissé la place aux guerres économiques des concentrations et de la conquête des parts de marché. Les défis lancés à la puissance étatsunienne de la part de l'Europe (à faire) ou du Japon (à confirmer), si elles ne sont pas pures fanfaronnades, doivent encore faire leurs preuves, tant elles paraissent superficielles et même provisoires, face aux grands pays dits « émergents » (Brésil, Chine). L'agression *impérialiste* de l'OTAN contre la Yougoslavie, qui a sans doute dissimulé une dure compétition entre les E.U. et une Allemagne, en nostalgie d'empire et en mal de leadership<sup>29</sup>, a infligé la preuve qu'on avait bien affaire à une alliance inégale d'impérialismes vassaux et d'un impérialisme prépondérant. 2. Que les mini-impérialismes puissent s'innocenter, au prétexte de leur subordination. Alors que de fait, ils ne sont pas moins malfaisants que le gros, l'échelle seule fait la différence. Et il ne s'agit pas uniquement de complicité ou de sous-traitance, mais bien d'activité autonome. La France, que l'on a pu qualifier de « République bananière », ne parvient pas à faire croire qu'elle n'a pas trempé dans le génocide rwandais et son indignation commémorative sur le puits d'Oradour rempli de cadavres n'a d'égale que sa stricte retenue sur ceux que ses parachutistes ont bourrés en Kabylie. 3. Que la géostratégie de Big Brother obéisse à un plan rigoureusement arrêté. Elle n'est, au contraire, pas plus cohérente que n'importe quelle autre, actuelle ou passée, confrontée qu'elle est à des rapports de force en constante et souvent imprévisible évolution. L'attitude vis à vis du monde arabe et de l'islamisme en est une illustration. Pour l'idéologue de service, S. Huntington, le « conflit de civilisations » consiste à substituer le danger islamique au péril soviétique, mais on collabore avec l'Arabie saoudite pour pousser par tous les moyens l'extrémisme islamique. Il est vrai que les doctrinaires du fondamentalisme musulman, les Tourabi et autres Madani, n'ont rien contre le libéralisme et que ce dernier est « soluble dans l'économie de marché »<sup>30</sup>. On recrute Oussama, puis on le transforme en nouveau Carlos. On lâche Mobutu, après l'avoir porté à bout de bras. Les exemples ne manquent assurément pas. Ils n'infirment en rien la ligne générale selon laquelle les E.U., en dépit de quelques inévitables bavures, ne servent que leur propre intérêt. Rien encore que de normal. Cependant : « Avec la disparition de l'Union soviétique, toute la structure de la politique mondiale fut radicalement transformée, permettant aux Etats-Unis une énorme liberté d'action. Il n'y eut plus aucun obstacle sérieux à ce que les Etats-Unis puissent faire plus ou moins tout ce qu'ils voulaient. Ils furent donc capables de poursuivre leurs propres intérêts de puissance tel qu'ils le désiraient. Et parce que les intérêts américains concernent le monde dans son entièreté, le résultat en a été le conflit et le chaos »<sup>31</sup>. Mais il existe un autre paramètre, original celui-là, savoir que nombre d'éléments, au premier rang desquels l'indépendance dont jouissent les grands organismes institutionnels (Département d'Etat, Pentagone, C.I.A., etc.) ainsi que les lobbies et certaines O.N.G. (Ex. Civitas) disposant d'une puissance considérable, donnent à penser qu'il existe une « privatisation » de la politique étrangère des E.U., expliquant ses incohérences relatives<sup>32</sup>.

<sup>29</sup> Les analyses de Michel Collon sont particulièrement éclairantes sur cet aspect largement négligé (ouvr. cit., p.49 et suiv.). Il cite notamment la déclaration de Schade, un des dirigeants de Siemens, à son arrivée à Belgrade, au lendemain des accords de Dayton : «... cela n'a été possible que grâce à votre président Milosevic (et à) sa politique pacifique » (p.332).

<sup>30</sup>R. Labévière, ouvr. cit., p.22 et passim.

<sup>31</sup> Sean Gervasi, « L'évolution de la stratégie américaine en Yougoslavie 1983-1995 », in M. Collon, ouvr. cit., p. 67.

<sup>32</sup> Cf. Labévière, ouvr. cit., pp. 174, 178, 204 et ch. IX.

Enfin, reste la haine, ce « devoir de haine », que j'ai mis en avant. J'ai pris délibérément, en plaçant mon propos anti-impérialiste sous cet intitulé, le risque de le voir invalidé a priori. Hitler/Clinton opposé à Hitler/Milosevic (ou Saddam) : les satanisations réciproques ne sont-elles pas vouées à se heurter aux mêmes limites ? Il se peut bien<sup>33</sup>. Mais ce risque, en large part due à la conjoncture française dont la sérénité n'est pas le trait le plus marquant, est celui d'une *provocation* visant à tordre le bâton dans l'autre sens, autrement dit à briser avec tous les consensus, qu'ils soient résignés ou militants, à déranger les certitudes apprivoisées et à prendre le contre-pied des matraquages complaisants<sup>34</sup>, alors que nos moyens d'expression sont d'une modestie scandaleuse en regard de ceux dont dispose la partie adverse. Est-il si évident, d'autre part, même pour des consciences religieuses, que la haine, sentiment ou attitude, soit aussi négative qu'on le prétend ? Sans convoquer les autorités d'un Descartes, d'un Spinoza ou, plus près de nous, d'un Nizan<sup>35</sup> ou d'un Sartre<sup>36</sup>, que l'on me permette de remémorer la « haine des tyrans », qui animait jadis les révolutionnaires de 89 et la « haine de classe » dont naguère les travailleurs ne faisaient pas fi. Je n'irai pas, par contre, jusqu'à annexer Bourdaloue en appelant à la « haine du péché » ! Devoir de haine, oui, n'ayons pas honte. Aujourd'hui l'aversion résolue envers l'impérialisme, « américain » prioritairement et jusqu'à nouvel ordre, représente pour toutes les victimes de la domination la propédeutique d'une détermination lucide et d'un engagement de solidarité active.

*Ce texte a paru dans la revue **Commune** en 1999 et dans l'ouvrage collectif **Les maîtres du monde ? ou les dessous de la guerre des Balkans** (Paris, *Le Temps des cerises*, septembre 1999)*

---

<sup>33</sup> Encore que... Barry Lituchy, un des orateurs lors de « the Pentagon demonstration » du 5 juin 1999, n'hésite pas à déclarer que la défaite des Serbes « a mis au grand jour la nature criminelle de William Jefferson Clinton - meurtrier, gangster et fasciste, et de tout son gouvernement. Mais comparer Clinton à Hitler ne rend pas justice de toute l'ampleur de la pathologie sociale de Clinton. Il est davantage comparable à Ted Bundy ou à John Wayne Gacy : un prédateur sexuel qui tue le faible » (« American barbarism and the big lie technique are the winners in Kosovo »).

<sup>34</sup> Un sommet, dans le genre, est atteint par le directeur du **Monde**, Jean-Marie Colombani, qui confirme l'engagement boutefeu et irresponsable de son journal, dans son éditorial du 12.06, intitulé « Le miracle européen ». On y trouve, au service de l'idée que « l'Europe est née en 1999 », grâce à « l'affaire du Kosovo », les perles suivantes : « c'est bien la première fois qu'un acte de violence inouï - la déportation cynique de près d'un million de personnes- va être corrigé et bientôt annulé (...) C'est une victoire du droit, des droits, ceux des individus, des populations, contre la souveraineté des Etats lorsque celle-ci devient barbarie (...) soulagement quand même de voir que la moderne « diplomatie de la canonnière » que sont les bombardements à haute altitude a suffi à faire plier Milosevic (...) Ainsi contre toute attente nous vivons une sorte de miracle européen (...) l'Union vient de mener à son terme une guerre au nom d'une idée neuve en Europe : les droits de l'homme (...) l'Europe a su conduire une guerre qui correspondait à ses intérêts propres avec des soldats américains ; non pas « à la remorque » des Etats-Unis, mais en se servant des Etats-Unis, un peu comme François 1<sup>er</sup> utilisait des gardes suisses ! ». Au lendemain de la nomination du Dr Kouchner, dont on connaît l'objectivité, comme proconsul du Kosovo, le même, qui y applaudit, récidive : « On le souligne à l'intention de ceux qui, en France surtout, ont, pour la dénoncer, qualifié toute l'opération alliée au Kosovo de dernier mauvais coup de l'impérialisme américain. Rarement l'argument aura autant fait figure de calembredaine... » (« Le docteur de Pristina », **Le Monde**, 05.07).

<sup>35</sup> J'en ai traité ailleurs : « Le devoir de haine », **Europe**, n° « Paul Nizan », août-septembre 1994.

<sup>36</sup> « Au nom des principes qu'elle m'avait inculqués, au nom de son humanisme et de ses « humanités », au nom de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, je vouai à la bourgeoisie une haine qui ne finira qu'avec moi » (« Merleau-Ponty », 1961, **Situations IV**, p.249).